

Débat Session 1

Approches et gestions du risque Président : Dr Claude GILBERT

Exposés

- Les risques de la téléphonie mobile - Dr Olivier BORRAZ
- Le cadrage des concertations autour de l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile – Dr Danielle SALOMON
- Approches et gestions du risque pour la santé publique – Dr Livio GIULIANI

Débats

Daniel OBERHAUSEN, Priartem

Les travaux menés par les sociologues dans ce domaine le sont-ils dans le cadre d'une démarche scientifique purement désintéressée ou avec une finalité, dans le but d'une application par certains acteurs ?

Olivier BORRAZ, CSO/CNRS

Quelle est votre hypothèse ? Je suis tenté de vous renvoyer la question. Pourriez-vous expliciter le sens de votre remarque ?

Daniel OBERHAUSEN

Les associations de terrain sont souvent désignées comme des agitateurs alors que nous cherchons simplement à protéger la population face à certains risques sanitaires. On peut avoir l'impression qu'en face, d'autres acteurs que chacun connaît cherchent à pacifier la société. Je m'interroge sur l'utilisation des résultats des recherches en sociologie. Je me demande si elles ne sont pas destinées à fournir des outils de pacification, des techniques de communication et de mise en scène médiatique pour qu'une action en faveur de la santé menée par des associations ne puisse ne pas aboutir à la remise en cause d'une technologie.

Danielle SALOMON, CSO/CNRS

Nos recherches sont menées dans le domaine public. L'ensemble de ces travaux et des résultats est à la disposition de chacun. Comme dans toutes les autres recherches, nous travaillons à partir de concepts et de problématiques. On a pu nous reprocher, dans d'autres circonstances, que dans la mesure où nos financements étaient publics, nos résultats ne pouvaient pas être indépendants.

Le fait que nos résultats soient disponibles permet d'éviter tout risque d'instrumentalisation, car chacun peut s'en saisir. J'en profite pour réitérer ma demande d'entretien auprès de certains représentants d'associations qui ont jusqu'ici refusé de nous rencontrer. Pour l'instant, nous ne pouvons ni restituer leurs positions, ni leur contribution à la dynamique observée.

Olivier BORRAZ

J'aimerais penser que les travaux en sociologie sont utilisés par tous pour mieux comprendre une situation. Je dois vous avouer que les travaux de sciences sociales sont peu pris en compte par les acteurs, mais je me bats beaucoup pour cette reconnaissance.

Vous avez exprimé le soupçon que la sociologie pourrait servir à endormir la population. Le Président de la République a exprimé l'opinion inverse et considère que la sociologie sert à faire émerger des problèmes sociaux dans certains quartiers. On peut nous prêter de nombreuses intentions et soupçonner une manipulation, mais en tant que chercheur, j'aimerais que l'existence de ces manipulations soit démontrée.

J'espère que progressivement, nous allons réussir à crédibiliser la recherche en sciences sociales sur les problématiques de santé publique et les risques sanitaires. Il est intéressant de noter que les ondes des antennes-relais sont un sujet très médiatisé, alors que certaines questions comme les pesticides entraînent des effets très graves sur lesquels des alertes existent depuis trente ans. Il serait utile de parvenir à comprendre ce phénomène et cette différence d'attention accordée aux deux sujets. Il s'agirait d'une contribution utile et scientifiquement pertinente de la sociologie.

Livio GIULIANI, Ministero della Salute - ISPESL

Il n'est plus possible de nier l'existence d'effets non thermiques. Il existe des applications thérapeutiques des ondes radiofréquences en deçà des seuils thermiques comme par exemple un détecteur de cancer fonctionnant à 462 MHz qui a déjà fait l'objet de publications. Dans le domaine des ELF, des effets ont aussi été observés bien en dessous des seuils thermiques.

René de SEZE, INERIS

Je souhaite revenir sur l'exposé de M. GIULIANI. Il existe des effets non-thermiques bien connus. On peut citer le click micro-ondes, le diagnostic en IRM et, dans le domaine des ELF, les magnétosphères.

Je crois que le problème n'est pas l'existence d'effets non-thermiques. En revanche, on peut regarder s'il existe des effets qui correspondent à des risques sanitaires et si les mécanismes qui expliquent ces effets sont connus ou non. Pour l'instant, à ma connaissance, les résultats confirmés et reproductibles dans n'importe quel laboratoire montrent que les risques pour la santé sont associés uniquement aux effets thermiques, même si cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de mécanismes aux effets non-thermiques.

Livio GIULIANI

Les effets thermiques biologiques et observés en laboratoire et leur dimension sanitaire sont bien connus. [Intervention inaudible]

Dominique PROY, France Nature Environnement

J'ai participé aux travaux du groupe Droit Santé Environnement dans le cadre des discussions de Grenelle. Notre réflexion ne s'est pas limitée à la téléphonie mobile et aux antennes-relais. Nous l'avons élargie à toutes les ondes. Tous les participants ont exprimé un intérêt pour une recherche accrue en matière d'effets sanitaires et environnementaux, y compris les opérateurs de téléphonie mobile. L'exposé du professeur GIULIANI était à ce titre très intéressant.

Je crois que nous étions tous d'accord pour dire que le monde vivant donne de nombreux exemples des effets des différents types d'ondes, et pas seulement des effets thermiques. On connaît par exemple certaines applications existant en matière de Défense utilisant la sensibilité des dauphins à certains phénomènes électromagnétiques. Les travaux menés à l'échelle internationale sur ces questions, notamment par les Italiens et les Russes, doivent être poursuivis de façon intensive. Tous les participants au Grenelle de l'Environnement ont exprimé leur intérêt pour ce type de travaux. Il serait extrêmement réducteur de se limiter à l'étude des effets thermiques sur l'homme et il semble nécessaire de prendre en compte les effets non-thermiques et l'ensemble des organismes vivants.

Georges WAYSAND, Laboratoire Souterrain Bas Bruit

S'agissant de l'étude du risque sanitaire en sciences sociales, il me paraît très important de prendre en compte l'individualisme qui prédomine aujourd'hui dans nos sociétés. Il est clair qu'aujourd'hui, chacun réagit pour soi et pas simplement en fonction de l'intérêt collectif.

Par ailleurs, il me semble qu'il existe une grande différence entre la question des chartes locales et des antennes relais et la question du nucléaire. Une fois que la centrale est construite, le riverain prend en considération les risques qui seraient liés à son démantèlement, et préférera s'accommoder de la présence de cette installation une fois qu'elle fonctionne. En revanche, une antenne-relais est plus simple à démonter. J'ai l'impression qu'il existe donc un biais lié à des obstacles techniques de nature très différente selon les questions qui influent fortement sur les réactions des populations.

Olivier BORRAZ

L'individualisme est une explication qui pourrait être satisfaisante mais qui est impossible à vérifier dans le cadre d'une approche sociologique. Même si on peut utiliser cette explication pour un certain nombre de situations, il n'est pas certain qu'elle permette d'en faire progresser la compréhension. Mon exposé visait en partie à montrer que la façon dont le problème est pris en charge par l'Etat fait partie du problème lui-même.

Certains éléments observés empiriquement permettent d'apporter des explications plausibles et convaincantes, par exemple le lien entre une situation de vulnérabilité sociale et un

engagement contre des incinérateurs ou les antennes-relais. Cette approche ne permet pas de prendre en compte la question de l'individualisme. En revanche, elle permet de mettre en évidence le fonctionnement des institutions et des territoires. La perception du risque n'explique rien.

Danielle SALOMON

On peut éventuellement constater une augmentation de l'individualisme, cela reste un phénomène collectif. C'est en tant que tel que cet objet peut être construit et étudié en sociologie.

Je n'ai pas compris le lien que vous faites entre centrale nucléaire et antenne relais. Il est certes plus facile de démonter une antenne qu'une centrale, mais pour revenir à l'objet lui-même, on constate, sur le territoire français et dans le monde, une inquiétude et un débat sur les antennes relais, indépendamment de la question des centrales nucléaires. C'est à ce phénomène social que nous nous intéressons.

Maxence LAYET

Avez-vous des recommandations à formuler ou des bonnes pratiques à suggérer pour dépasser les clivages et les oppositions entre les différents groupes impliqués et afin de permettre aux processus de mieux fonctionner ?

Claude GILBERT, CNRS, CS FSRF

Cette question relève d'un autre métier que celui de chercheurs en sciences sociales, qui consiste à déterminer comment les acteurs prennent position. Elle s'adresse aux personnes qui élaborent des procédures, c'est à dire les ingénieurs sociaux ou les experts. Il s'agit là d'un travail différent.

Les chercheurs ont des difficultés à affirmer leur positionnement spécifique. S'ils bénéficient de financements publics, on les accuse de partialité. Nous sommes souvent pris entre deux feux : soit nous sommes considérés comme des représentants de la société civile, soit nous sommes interpellés en tant qu'experts et on nous demande des conseils, alors que nous nous contentons d'expliquer les mécanismes que nous observons.

Savoir pourquoi certains sujets comme les antennes mobiles suscitent une mobilisation plus forte que d'autres est une question intéressante.

George WAYSAND

Le démantèlement d'une centrale nucléaire représente un risque beaucoup plus important que le démontage d'une antenne.

Olivier BORRAZ

Je suis d'accord avec Claude. Nous avons présenté nos études à l'OMS, et il me semble qu'apporter cette intelligence de la situation et ces explications constituait déjà un pas en avant, dans la mesure où les personnes à qui nous nous adressions ne comprenaient pas qu'il existait un problème, et qu'au terme de la présentation, elles se demandaient ce qu'il était possible de faire.

Maxence LAYET

Existe-t-il des bonnes pratiques ?

Olivier BORRAZ

Il s'agit là d'une autre question. Je travaille avec des organisations françaises et internationales pour qui aucune question ne se pose et qui ne comprennent pas que l'on puisse passer deux jours sur le sujet.

On me demande régulièrement de présenter les chartes françaises à l'Etranger, mais elles ne sont pas transposables. Il est impossible de procéder par *Benchmarking*.

Danielle SALOMON

On demande toujours au sociologue comment classifier les choses, alors qu'il existe de nombreux niveaux de réponses différents selon les acteurs. Certains payent pour obtenir des bonnes pratiques, mais il s'agit là d'un travail de communication très différent. Certains analysent les politiques publiques et les dispositions réglementaires, que l'on peut vouloir évaluer.

Enfin, à un niveau plus global, on peut mener une réflexion sur l'ensemble des thèmes de la Santé Environnement par rapport à la question des bonnes pratiques à adopter pour rapprocher différents acteurs lorsqu'il existe des controverses. Les modalités de concertation d'un sujet ou d'un pays à l'autre peuvent être très différentes, et poser la question des bonnes pratiques de manière univoque serait simpliste.

Livio GIULIANI

La comparaison avec le nucléaire me semble être une erreur de perspective. [*Intervention inaudible*]

Emilie van DEVENTER, OMS, CS FSRF

Je souhaiterais clarifier la position de l'OMS sur les recherches menées. Les mécanismes liés aux effets thermiques sont bien connus, c'est pourquoi nous avons décidé de nous concentrer désormais sur les effets non-thermiques.